

Fesharaki, Fereidun et al. *Critical Energy Issues in Asia and the Pacific : The next Twenty Years*. Boulder (Col.), Westview Press, 1982, 330 p.

Frank Davidson

Volume 15, numéro 2, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701669ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701669ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Davidson, F. (1984). Compte rendu de [Fesharaki, Fereidun et al. *Critical Energy Issues in Asia and the Pacific : The next Twenty Years*. Boulder (Col.), Westview Press, 1982, 330 p.] *Études internationales*, 15(2), 424–426.
<https://doi.org/10.7202/701669ar>

des transferts. L'exposé est clair, sans bavure, voire original. Mais c'est dans les quatorze chapitres suivants que la grande originalité de l'ouvrage émerge. Ils sont, en effet, consacrés à divers cas de distorsion qui se remettent en question l'optimalité du libre-échange. Il s'agit de cas de monopole, de monopsonne, d'externalités, de salaires de déséquilibre, d'objectifs non-économiques de politique économique, de rendements croissants, de mouvements de capitaux et de main-d'oeuvre. Un cas particulièrement suggestif est celui de la « croissance appauvrissante », où l'on voit les efforts d'un pays pauvre frustrés par la détérioration de ses termes d'échange qui en est la conséquence.

Finalement, cinq chapitres sont consacrés à des développements théoriques récents, notamment à la question des activités directement improductives (par exemple, la fraude), à la croissance et au bien-être dans des cas de distorsion, au choix de prix pour le calcul du rendement social comparé de projets dans des économies ouvertes, et à la prise en compte de l'incertitude.

Trois courts appendices mathématiques résument la quintessence de la théorie en termes rigoureux, quoique non ésotériques. L'appendice B est particulièrement remarquable en ce qu'il ramasse toutes les propositions du modèle néo-classique à deux pays, deux produits et deux facteurs.

Cet ouvrage est exceptionnel par l'éminence de son auteur principal, Bhagwati, par la sérénité et l'objectivité de l'analyse, par l'ouverture du schéma principal à tout cas de distorsion ou de sub-optimalité. Il est marqué par une absence totale de dogmatisme ou de parti-pris. Les auteurs parviennent précisément à éviter de franchir la frontière de l'incontestable en s'abstenant à la fois de jugements de valeur et de considérations de politique ou d'administration. Toutes les interventions proposées pour corriger les distorsions de façon optimale sont implicitement supposées faisables. Il est fait totalement abstraction du contexte politique et administratif de la politique économique. L'exclusion de la monnaie et de la macroéconomie a le même effet de tenir à distance le domaine litigieux. Cet

ouvrage totalement impartial ne peut passionner personne, mais il n'en constitue pas moins une référence sûre pour tous ceux qui tiennent à arbitrer des débats passionnés.

Le présent ouvrage s'adresse à des spécialistes de haut calibre, pour qui il constituera la meilleure référence. Pour les étudiants avancés, ce manuel n'a pas de rival.

Roger DEHEM

*Département d'économique
Université Laval*

FESHARAKI, Fereidun *et al.* *Critical Energy Issues in Asia and the Pacific: The next Twenty Years*. Boulder (Col.), Westview Press, 1982, 330 p.

C'était inévitable: dans ce symposium du Resource Systems Institute du Centre East-West à Honolulu il est largement question de l'OPEP et des effets de sa politique. Parmi les sept chapitres, le deuxième, qu'on doit à Fesharaki, s'intitule « L'offre future de pétrole: conséquences pour la Région Asie-Pacifique » (pp. 23-63); chapitre 3, de Siddayao, examine « La demande énergétique et la hausse des prix pétroliers: les conséquences économiques » (pp. 65-124).

Aussi bien que l'introduction, de Brown (pp. 1-21), et la conclusion, où ont collaboré cinq des six auteurs (pp. 273-297), ce livre comporte des études sur « L'énergie nucléaire dans la Région Asie-Pacifique » (Smith, pp. 125-181), sur « La Chine et le développement énergétique de l'Asie » (Woodward, pp. 183-226) et sur « Les aspects écologiques du développement énergétique » (Siddiqi, pp. 227-271).

Parmi les questions abordées par Woodward, la production pétrolière (pp. 192-196 et 206-215) pourrait intéresser spécialement le lecteur canadien ou australien vu la participation à l'exploration des eaux chinoises, tellement troubles à cause de litiges avec le Japon, Taïwan, les Philippines et le Viêt-nam.

Siddiqi décrit (pp. 244-246) l'échec qu'a subi, vers la fin des années soixante et au

début des années soixante-dix, l'opposition au projet hydro-électrique du Lac Pedder, en Tasmanie. Mais en juillet 1983 la Cour suprême de l'Australie arrête un autre projet qui commençaient le gouvernement et la Commission hydro-électrique tasmaniens: il s'agit d'une région inscrite à la Liste du patrimoine mondial, d'une question qui relève donc, selon la majorité des juges, du pouvoir extérieur fédéral, et depuis mars le gouvernement fédéral est de tendance Australian Labor Party. En ce qui concerne le bois à brûler – qui pourrait être d'après Siddiqi (pp. 247-248) un agent pollueur atmosphérique sous-estimé – le dernier chapitre suggère que c'est souvent le déboisement (augmentation de la terre agricole) qui crée la pénurie de bois de chauffage plutôt que l'inverse. Ce qui soulignerait que, pour formuler une politique contre la pauvreté rurale, il n'est pas toujours utile de concentrer son attention sur les problèmes énergétiques (p. 283).

Dans le contexte énergétique la Région Asie-Pacifique – qui comprend les États-Unis, le Canada, le Japon et l'Australie – semble un concept peu maniable. Les auteurs mettent donc l'accent sur les pays asiatiques en voie de développement (p. xvi). Groupe tout de même loin d'être homogène. Ne citons que deux exemples: la divergence entre le Bangla Desh et Singapour de « l'indice de la qualité physique de la vie » et celle entre la Corée du Sud de l'Indonésie pour la balance de la consommation et de la production pétrolières (p. 17).

D'après l'introduction:

.... pour la production pétrolière mondiale, il se peut bien que 1979 se révèle l'an du maximum ou de la stabilisation

.... Les nations industrielles auront à absorber des prix de brut toujours en hausse (p. 13).

Fesharaki (ancien conseiller du premier ministre de l'Iran et délégué aux conférences ministérielles de l'OPEP) reconnaît que « Les nations de l'OPEP n'ont jamais pu se mettre d'accord pour une politique de production unifiée » (p. 27). Mais elles auraient perdu leurs illusions à la fois sur les avantages économi-

ques et politiques des grands afflux d'argent pétroliers et (lors de la chute du dollar et du blocage des avoirs iraniens aux États-Unis) sur le rendement des excédents investis à l'étranger. La demande pétrolière monterait rapidement à l'intérieur de l'OPEP elle-même. Les pays exportateurs de pétrole sauraient que, comme pendant les dix ou vingt années à venir leur pétrole n'aura à compter avec aucune concurrence majeure, un malthusianisme des producteurs peut leur amener des augmentations de prix et de pouvoir politique (p. 29).

Fesharaki conclut donc que le surplus pétrolier de 1980-1981 « ne risque guère de persister après 1981-1982 dès 1982 on peut s'attendre à un marché équilibré » (p. 30). Dès 1982-1983 les prix pétroliers seraient de nouveau en hausse (p. 61). À plus long terme – après une décennie ou deux – les perspectives sembleraient sinistres pour les pays importateurs: des pays producteurs réduiraient la production un à un, et pas nécessairement par suite d'une politique unifiée, de manière à créer un resserrement continu du marché pétrolier (pp. 30-31).

Quant aux producteurs étrangers à l'OPEP, d'ici 1990 leur production aurait augmenté beaucoup, mais leur propre consommation absorberait cette croissance (p. 32). À l'Occident on serait d'accord que pendant les années quatre-vingt les prix réels du pétrole augmenteront de 2 à 3 pour cent par an, mais il serait tout à fait probable que la hausse annuelle soit de 5 à 10 pour cent, et cela sans tenir compte des perturbations politiques, des révolutions (pp. 43-44).

Or depuis la parution de ce livre on a vu l'échec de la conférence de l'OPEP à Genève, et à Londres en mars 1983, après la plus longue négociation jamais menée par l'Organisation, une chute de 15 pour cent du prix officiel. « La baisse du prix du pétrole donne en effet la chance d'en finir avec la crise économique que nous traversons depuis dix ans » écrit en mai, avant le sommet de Williamsburg, Valéry Giscard d'Estaing. « La France a trop investi dans la production d'énergie, titre *Le Monde* le 8 juillet. Elle doit s'adapter à une demande en régression. »

Mais dans ses deux articles (parus dans *Le Monde* des 20-21 mai, *The Economist* etc.) Giscard a écrit ensuite: « Rien ne démontre que les prix du pétrole aient atteint actuellement un niveau d'équilibre ». À la fin de juillet, d'après les journaux, la Banque mondiale prédit que dès le milieu des années quatre-vingt-dix les prix réels monteraient à 120 pour cent de leur maximum de 1981 et que l'OPEP serait toujours l'exportateur principal du pétrole. Eu égard à ses prévisions, la BIRD aurait souligné l'urgence de politiques d'énergie nationales efficaces.

Donc, même si la gamme de prévisions que nous offrirait la Banque mondiale et son vice-président économique, Anne Krueger, est plus modérée que celle de Fesharaki, on ne peut toujours pas nier l'importance des questions et des remèdes évoqués dans l'étude de Siddayao et dans le chapitre final. Il s'agit certes du « développement des ressources énergétiques indigènes ... » (p. 114). Mais il faut aussi, Siddayao le souligne, des politiques internationales qui permettraient au pays en voie de développement importateurs de pétrole d'exporter: c'est-à-dire qui leur ouvriraient les marchés des pays industrialisés. D'après *Le Monde* (5 juillet 1983) les résultats de la sixième CNUCED (Conférence sur le commerce et le développement des Nations Unies) réunie à Belgrade en juin 1983 auraient été – on s'y serait attendu – « modestes ». Les pays industrialisés se seraient « montrés plutôt soucieux de ne pas se désolidariser des États-Unis ». Il est vrai que ce maigre bilan serait en partie la conséquence de la baisse actuelle des prix pétroliers, dont l'évolution ne viendrait plus alimenter les revendications du tiers monde et renforcer sa capacité de négociation.

Siddayao n'est pas tout à fait pessimiste. Mais c'est dans la citation suivante qu'elle résume la plupart de son espoir: « Heureusement que l'ingéniosité humaine garde de l'avance sur les prévisions des économistes » (p. 115). Ainsi soit-il!

Frank DAVIDSON

*Département d'économie
La Trobe University, Melbourne, Australie*

MÉNIL Georges de. *Les sommets économiques: les politiques nationales à l'heure de l'interdépendance*. Paris, Economica, Coll. « Enjeux internationaux » de l'Institut français des relations internationales, 1983, 92 p.

Dans ce bref ouvrage, l'auteur, ancien élève à Harvard et au MIT, dresse le bilan des huit premières conférences au sommet des chefs d'État ou de gouvernement des sept grandes puissances occidentales. De Rambouillet (1975) à Versailles (1982), de Ménil examine l'influence de ces sommets sur la concertation économique des États capitalistes dominants, et se penche sur ces sommets comme outil des relations inter-étatiques contemporaines.

Dans la logique des écoles de l'« interdépendance », le texte est centré sur trois thèmes. D'abord, l'auteur fait un résumé descriptif du contenu, de l'atmosphère politique et des conclusions de chaque sommet. Cette section – plus événementielle – constitue la trame principale de l'ouvrage. Dans un deuxième temps, et en quelques cinq pages, l'auteur tente de porter un jugement global sur la portée et la valeur qu'ont pris ces sommets dans la gestion des équilibres économiques internationaux contemporains. À ce chapitre, l'auteur démontre un certain enthousiasme sur les résultats qu'ont eu ces rencontres dans la gestion collective macro-économique. L'auteur se réjouit que ces sommets aient pu davantage conscientiser les « princes » des puissances occidentales au besoin de coordonner davantage leurs politiques économiques et aux impératifs d'abattre l'inflation et le protectionnisme.

L'optique libérale de l'auteur commence donc à apparaître plus nettement. Sa perspective traditionnelle et légitimante de l'ordre international se dégage encore plus lorsqu'il suggère que les pays de l'OPEP et les pays en développement sont responsables des déséquilibres économiques mondiaux, et que les « Sept » sont fondamentalement « vulnérables » aux décisions des pays en développement. Ce qui nous apparaît étrange, c'est que l'auteur néglige l'« interdépendance » qu'ont